

révoltes

2 avril 2008

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Site : revoltes-presse.fr

Battus aux élections municipales, Sarkozy et Darcos poursuivent leur guerre contre la jeunesse : CLASSES SURCHARGÉES, OPTIONS FERMÉES (en lycée général) ET BEP SUPPRIMÉS (en LP), sélection déguisée à l'entrée de l'université...

Avec ce gouvernement, il n'y a rien à négocier : Sarkozy ne connaît que le rapport de forces.

Pour gagner, il faut des mots d'ordre clairs :

AUCUNE SUPPRESSION DE CLASSE, D'HEURE D'ENSEIGNEMENT, D'OPTION...

RÉTABLISSEMENT DE TOUS LES POSTES SUPPRIMÉS !

À BAS LES RÉFORMES !

C'est sur cette base que peut se réaliser l'unité de tous, avec les organisations.

Sarkozy mène la guerre contre la jeunesse.

Sarkozy et la bourgeoisie ont vidé les caisses et maintenant Sarkozy s'exclame : « *les caisses sont vides !* ». Alors, ils s'attaquent à la jeunesse et aux salariés, et en particulier à l'école publique : 11 200 postes d'enseignants supprimés dès cette année, 80 000 annoncés d'ici 2012. Pour la jeunesse, cela signifie : des dizaines de milliers de classes fermées, des classes surchargées, les options massivement supprimées en lycée général, ainsi que nombre de filières en enseignement professionnel.

Ils veulent aussi casser les diplômes nationaux : liquidation des BEP, remplacés par un bac professionnel en 3 ans. Quant au baccalauréat, qui permet normalement d'aller à l'Université dans la filière de son choix, il est remis en cause par l'instauration d'un « avis » donné par les chefs d'établissement sur les pré-inscriptions des élèves de Terminale qui veulent aller à l'Université. Les Universités vont se servir de cet avis marqué sur les dossiers d'inscription pour commencer à trier les élèves dont elles ne veulent pas.

Aucune suppression de poste, de classe, d'option et de filière !

80 000 postes supprimés en 5 ans: cela signifie aussi que ce sont autant de postes en moins pour les étudiants qui veulent devenir enseignants, et 80 000 étudiants supplémentaires au chômage !

Sur cet objectif, le gouvernement annonce une « réforme des lycées » et du « statut des enseignants » : « autonomie » des lycées, allègement des horaires, enseignants embauchés sous statut précaire, contraints d'enseigner deux matières... Les conséquences : mise en concurrence des établissements, aggravation des conditions de travail pour **tous** les lycéens, et, pour le très grand nombre, une école au rabais !

Alors que la mobilisation des lycéens avec les enseignants et les parents se développe, le ministre Darcos, battu aux élections municipales, déclare : « *nous ne reviendrons pas sur les suppressions* » de postes. Mais il propose de recevoir des « représentants » de lycéens (choisis par qui ?) pour discuter... « *des vrais défis du lycée* ». Le ministre Darcos se moque du monde : il déclare qu'il ne reculera pas, mais il cherche des soi disant « représentants » qui l'aideraient à faire passer sa politique.

Il n'y a rien à négocier avec ce gouvernement ! À bas les réformes du gouvernement !

Depuis qu'ils sont arrivés au pouvoir, la politique de Sarkozy et de ses ministres est toujours la même : ils annoncent des « réformes » toutes plus pourries les unes que les autres. Puis ils proposent aux bureaucrates syndicaux de discuter de ces réformes ; et ils s'appuient ensuite sur ces discussions pour imposer leur politique.

C'est ainsi qu'à l'automne, alors que les étudiants se battaient pour l'abrogation de la réforme de l'Université (la LRU), les dirigeants de l'Unef, de la Fidl, de l'Unl n'ont cessé de réclamer des « négociations » ; puis ils ont prétendu avoir obtenu des « avancées importantes », et ils ont appelé à cesser les blocages et la grève. Or cette réforme développe l'autonomie des universités et les met en concurrence.

En outre, cette nouvelle loi menace dès aujourd'hui les lycéens : contrairement à ce qui avait été annoncé, il se met en place, de manière hypocrite, un début de sélection à l'entrée de l'Université (les lycéens dont le dossier ne plaît pas seront convoqués pour « entretien » et réorientation...C'est ce qu'on appelle « l'orientation active »).

Le ministre Darcos veut faire pareil pour les lycées généraux et professionnels : trouver des « braves gens » qui discutent avec lui pour l'aider à faire passer ses réformes. À l'inverse nous disons : À bas toutes les réformes de ce gouvernement ! Aucune discussion avec Darcos !

Peut-on demander à ce gouvernement de faire une « bonne réforme », une réforme qui aille « dans le sens du progrès » ? Peut-on demander à l'Assemblée UMP qu'elle vote un « bon budget » (un « collectif budgétaire »), alors que cette « majorité » et ce gouvernement sont fondamentalement au seul service des patrons ? Ceux qui veulent « dialoguer » avec le ministre ne représentent pas les lycéens.

Pour l'unité de tous les lycéens, étudiants et enseignants avec leurs organisations !

De même que dans la mobilisation de 2006 qui imposa l'abrogation du Contrat première embauche (CPE), il faut réaliser l'unité de toutes les organisations de la jeunesse, des syndicats d'enseignants (des organisations ouvrières en premier lieu du PS, du PCF) sur un mot d'ordre clair et refuser de négocier les projets du gouvernement. Aujourd'hui, il s'agit d'imposer :

- **Rétablissement de tous les postes supprimés ! Maintien de tous les enseignements, de toutes les options, de toutes les filières !**
- **Défense du bac ! Retrait du dispositif « d'orientation active » (appréciations portées par les Proviseurs sur le dossier d'inscription à l'Université). Droit pour tout lycéen bachelier de faire les études de son choix !**
- **À bas les projets de « réforme des lycée » ; à bas « l'autonomie ».**